Province de Québec
Municipalité de Saint –Samuel
Mardi, le 2 juillet 2013

Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil municipal, tenue mardi, le 2 juillet à 19h30 au 140, rue de l'Église à Saint –Samuel.

Sont présents : René Mongrain, Denis Lampron, Félix Beurivage, Léo Gauthier,
Manon Beudet, René Bergeron.
Est absent : Grégoire Bergeron

La séance est ouverte à 19h30 par monsieur René Mongrain, maire.
Madame Suzie Constant, directrice générale fait fonction de secrétaire de la séance.

2013-07-089

01- Adoption de l'ordre du jour.

Il est proposé par Denis Lampron et résolu à l'unanimité des conseillers que l'ordre du jour soit adopté.

ADOpte A L'UNANIMITE DES CONSEILLERS

2013-07-090

02- Adoption du procès-verbal du 4 juin 2013 et le suivi.

Il est proposé par Léo Gauthier et résolu à l'unanimité des conseillers que le procès-verbal du 4 juin 2013, séance ordinaire, soit adoptée.

ADOpte A L'UNANIMITE DES CONSEILLERS.

2013-07-091

03- Adoption des comptes.

Il est proposé par Manon Beudet et résolu à l'unanimité des conseillers présents que le Conseil approuve, telle que présentée et annexée, la liste des dépenses autorisées et payées totalisant 289 595.83\$, dont 8 287.69\$ en déboursés directs pour les salaires.

ADOpte A L'UNANIMITE DES CONSEILLERS.

CERTIFICAT DE DISPONIBILITE DE CREDIT

Je, soussignée, certifie que les crédits budgétaires sont disponibles pour les dépenses décrites par le Conseil de cette séance de la Municipalité de Saint-Samuel.

2013-07-092

04- Dépôt des activités de fonctionnement au 30 juin 2013.

La directrice générale dépose les activités de fonctionnement au 30 juin 2013.

ADOpte A L'UNANIMITE DES CONSEILLERS

2013-07-093

05- La municipalité appuie l'Âge d'Or dans sa demande du programme Nouveaux Horizons.

Il est proposé par Denis Lampron que la municipalité envoie une lettre pour appuyer l'Âge d'Or dans sa demande financière au programme Nouveaux Horizons.

ADOpte A L'UNANIMITE DES CONSEILLERS

2013-07-094

06- Demande de soumission chemin d'hiver secteur Mathée et cours des loisirs (3 ans).

Le conseiller Léo Gauthier propose d'envoyer des soumissions pour le déneigement du secteur Mathée et la cours des loisirs pour un contrat de 3 ans.

ADOpte A L'UNANIMITE DES CONSEILLERS

2013-07-095

07- Formation élection - Infotech.

La conseillère Manon Beaudet propose que la directrice générale participe à la formation d'élection le 27 août à Drummondville avec la compagnie Infotech.

ADOpte A MAJORITE DES CONSEILLERS

2013-07-096

08- Le projet de loi-cadre sur la décentralisation au printemps 2013

ATTENDU QUE, plus que jamais, le développement des régions du Québec passe par une véritable décentralisation des pouvoirs pertinents au développement local et régional et répond au vœu des élus municipaux d'occuper d'une façon dynamique le territoire en ayant en mains les leviers essentiels pour assurer le développement durable des collectivités locales et supralocales;

ATTENDU QUE la Fédération québécoise des municipalités travaille depuis plus de 20 ans à faire reconnaître l'importance que représente l'enjeu de la décentralisation dans l'occupation dynamique du territoire et le rôle déterminant des MRC dans la réussite de cette décentralisation;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec, par la voix de sa première ministre lors du discours inaugural en novembre 2012, s'est engagé à adopter une loi-cadre sur la décentralisation au cours de son présent mandat, engagement confirmé par la nomination d'un sous-ministre associé aux Régions au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, dédié à l'élaboration du projet de loi-cadre sur la décentralisation annoncé pour le printemps 2013;

ATTENDU QUE la première ministre, madame Pauline Marois, réaffirmait son intention, lors du Congrès de la Fédération québécoise des municipalités du mois de septembre 2012, à l'effet d'adopter une loi-cadre sur la décentralisation dans un horizon court;

ATTENDU QUE le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, monsieur Sylvain Gaudreault, confirmait à la FQM cet engagement de présenter dès ce printemps une loi-cadre sur la décentralisation;

ATTENDU QUE l'une des plus grandes réussites du Québec en matière de décentralisation, et ce à l'échelon de la MRC, est la Politique nationale de la ruralité dont le succès a été amplement reconnu par l'Organisation de coopération et de développement économique dans son examen des politiques rurales du Québec réalisé en juin 2010;

ATTENDU QUE l'Organisation de coopération et de développement économiques concluait ce rapport en affirmant que « Le Québec doit renforcer le pouvoir politique supralocal » précisant que selon le principe de la subsidiarité, la MRC est le niveau administratif le plus pertinent pour une approche territoriale renforcée et porteuse d'avenir;

ATTENDU QUE plusieurs politiques et programmes gouvernementaux, en plus de la Politique nationale de la ruralité, reconnaissent déjà l'échelon supralocal (MRC) comme niveau pertinent de délégation de responsabilités et de compétences tels les schémas d'aménagement et de développement des territoires, les schémas de couverture de risques, la gestion des matières résiduelles et la gestion du transport collectif;

ATTENDU QUE l'entité MRC est le lieu reconnu de la complémentarité rurale-urbaine dimension incontournable d'une dynamique territoriale forte qui se doit d'être reconnue et inscrite dans la future loi-cadre sur la décentralisation;

ATTENDU QUE les associations municipales ont signé, en 2004, un protocole d'entente avec le gouvernement du Québec dans le but d'entamer le processus de décentralisation, mais que celui-ci ne s'est jamais véritablement concrétisé;

ATTENDU QUE la Fédération québécoise des municipalités déposait un mémoire en 2005 plaidant pour un projet de loi-cadre sur la décentralisation « Pour un État de proximité et une autonomie des communautés » suite à une large consultation de ses membres et où l'on affirmait que toute démarche de décentralisation devrait tendre au renforcement des MRC, les reconnaissant comme lieu privilégié de la

démocratie locale et du transfert de compétences pour une dynamique accrue des territoires;

ATTENDU QU'en 2010, la Fédération québécoise des municipalités réitérait la volonté que la MRC soit l'instance reconnue dans la mise en œuvre de la Loi-cadre sur l'occupation et la vitalité des territoires, et que cette résolution a reçu l'appui de plus de 600 municipalités et MRC;

ATTENDU QUE le *momentum* politique actuel sans précédent et l'invitation du présent gouvernement de concrétiser la décentralisation et ainsi doter les régions de véritables leviers essentiels à leur développement;

Il est proposé par : René Bergeron

Et appuyé par : Manon Beaudet

DE DEMANDER au gouvernement du Québec de déposer son projet de loi-cadre sur la décentralisation au printemps 2013;

DE CONFIRMER dans cette Loi l'échelon supralocal qu'est la MRC comme lieu de la décentralisation pour assurer le développement durable des territoires du Québec;

D'ACHEMINER copie de la présente résolution à la première ministre, Mme Pauline Marois, au ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, monsieur Sylvain Gaudreault, aux partenaires de la ruralité, à la Fédération québécoise des municipalités.

ADOpte A L'UNANIMITE DES CONSEILLERS

2013-07-097

09- École Centrale / classe.

Il est proposé par Léo Gauthier Gauthier et appuyé par Manon Beaudet de planifier une rencontre avec le conseil d'établissement de l'école Centrale.

ADOpte A L'UNANIMITE DES CONSEILLERS

2013-07-098

10- Adoption du règlement 2013-263.

Considérant l'adoption par la municipalité du règlement de zonage n°216 et du règlement de concordance du règlement de zonage n°242 ;

Considérant que le règlement de zonage n°216 nécessitait une modification concernant des dispositions spéciales applicables à certains usages ou à certaines zones sur le territoire de Saint-Samuel;

Considérant que les modifications sont conformes au plan d'urbanisme;

Considérant que les modifications proposées s'inscrivent dans une démarche de planification rigoureuse tel que décrit à *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* attribuée aux articles 124 à 137, 137.1 à 137.5 et 137.15;

Considérant que les rencontres préparatoires ont été effectuées.

En conséquence, il est proposé par Denis Lampron, appuyé par Manon Beaudet et résolu à l'unanimité d'adopter le règlement d'amendement au règlement de zonage portant n°2013-263.

ADOpte A L'UNANIMITE DES CONSEILLERS

11- Période de questions.

Diverses questions ont été discutées.

12- Affaires nouvelles.

Rien n'a ajouté.

13- Levée de la séance ordinaire.

Sur ce, les sujets de l'ordre du jour étant épuisés, la conseillère Manon Beaudet propose la levée de la séance à 20 h 10. La séance est close.

**René Mongrain,
Maire**

**Suzie Constant,
Secrétaire de la séance**